

BIBLIOTHEQUE DU CERIST

Haut Commissariat
à la Recherche
128, Chemin Mohamed VI
BP 100 - 16075 - EL MADANIYA

Ali TEHAMI



le programme algérien des "industries locales"

INTRODUCTION D'UNE TECHNOLOGIE LEGERE
DANS LA STRATEGIE D'UN DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE

S.N.E.D./O.P.U.





© Société Nationale d'Édition et de Diffusion
3, Bd. Zirout Youcef Alger

et

Office des Publications Universitaires Alger 1979
29, rue Abou Nouas - Hydra - Alger

Alger - 1979

PREFACE

C'est au cours de l'année 1975 que M. Ali TEHAMI s'est conjoint à l'expérience pilote des G.R.P. (Groupes de Recherche Permanente) et à leur fédéralisation en CCEREPP (Centre Coopératif d'Etudes et Recherches en Education et Promotion Permanentes) (1), centre devenu lui-même cheville ouvrière pour la préparation d'un colloque international préparatoire à l'éventualité algérienne d'une formation d'adultes en cours d'emploi (2).

Dans ce groupe, il rencontrait son collègue F. NADI, déjà en recherche sur un domaine voisin de ses propres préoccupations, recherche investie depuis lors dans une thèse de 3^e cycle soutenue au Centre de Recherches Coopératives de l'E.H.E.S.S. à Paris (3), et il investissait lui-même sa longue et opiniâtre familiarité avec le programme algérien des « industries locales » pour l'ouvrager finalement dans l'opuscule ici présenté.

Développement ? Lequel ? D'un peu partout, au cours des décennies successives dites « du développement », la question se pose, et des réponses qui avaient paru péremptoires se trouvent soumises à reconsidération. L'une de ces reconsidérations, et non la moindre, met en question la « capitalisation » du développement (par mobilisation de capitaux dans des capitales) pour pronostiquer quelque chose comme une « villagisation » du développement ou du moins une « localisation » de ce développement par promotion soit d'une agro-industrie, soit d'un artisanat industrialisant, soit d'une combinaison entre le premier et le second, et en tout cas par dissémination des instances donneuses d'emploi (Arbeitgeber) dans les zones où une population s'avère preneuse d'emplois (Arbeitnehmer), substituant ainsi à l'émigration des hommes vers les hauts lieux de densité technique une immigration de techniques dûment appropriées (4), vers les surfaces de densité démographique à sauvegarder. Faute de quoi c'est le dilemme : « Paris ou le désert Français », selon un titre célèbre de (J. GRAVIER)... Alger ou le désert algérien... Bref, une capitale

(1) Cf. Livret de fondation du CCEREPP : *Une expérience pilote dans l'éventualité d'une « Université du travail » en Algérie*, ronéo.

(2) Colloque tenu à Alger (6-9 avril 1978).

(3) F. NADI, *Socio-économie du développement de l'artisanat en Algérie*, Paris-Alger, sept. 1977, t. I, 175 p., t. II, pp. 176-429.

(4) Cf. N. JEQUIER (éd.) *La Technologie appropriée. Problèmes et promesses*, Paris, OCDE, 1976, 392 p.

hypertrophiée dans une nation atrophiée, désertée, désertifiée et finalement désertique...

Cette contestation d'un tel développement par les requêtes de l'environnement est aujourd'hui en voie de généralisation (5). Elle n'est d'ailleurs qu'une retrouvaille avec les sources d'un socialisme, y compris celui qui s'est dit scientifique. Témoin l'analyse de Friedrich Engels, déjà « écologiste », rédigée pourtant entre mai 1876 et mars 1878 : « Seule une société qui fasse engrener harmonieusement ses forces productives les unes dans les autres, d'après un grand plan unique, peut permettre à l'industrie d'aller établir ses sièges sur toute la surface du pays selon la répartition la plus conforme à un développement ainsi qu'au maintien et au développement éventuel des autres éléments de la production — La suppression de l'opposition entre la ville et la campagne n'est donc pas seulement possible, elle est devenue une nécessité directe de la production industrielle et en outre de l'hygiène publique. Ce n'est que par la fusion de la ville et de la campagne qu'on peut mettre fin à l'empoisonnement actuel de l'air, de l'eau et du sol... La suppression de la scission entre ville et campagne n'est donc pas une utopie en ce qu'elle a pour condition la répartition la plus égale possible de la grande industrie sur toute l'étendue du territoire... (Anti-Dühring).

Il s'agit donc d'une utopie qui n'en est pas une ou alors d'une utopie en voie de devenir topique, même si cette voie elle la parcourt en sautillant d'une utopie à l'autre, par exemple de celle de Fourier à celle de Kropotkine, de celle de Kropotkine à celle de Chayanov (6). Comme le disait André Gide, « c'est par la porte étroite de l'utopie qu'on risque d'entrer dans une réalité bienfaisante ».

Plutôt qu'à ces antécédents « utopiques » c'est à ces subséquents réalistes que Ali Tehami dédie son exploration en la circonscrivant au programme algérien des « industries locales ». C'est une exploration qui se veut objective tout en étant enracinée dans la subjectivité passionnée d'une action personnelle et solidaire. En quoi son parcours est, par ailleurs, exemplaire d'une stratégie :

(5) Cf. *Nouvelles de l'Eco-Développement*. Publié par le CIRED (Centre International de Recherches sur l'Environnement et le Développement), M.S.H. 54 Bd Raspail, 75270 Paris-Cédex 106. Cf. en particulier la rubrique : « L'Eco-développement en marche ».

(6) Sur Fourier, cf. H.D., *La Société Festive*, Paris, Seuil 1975, citation de Fourier : « Les manufactures au lieu d'être comme aujourd'hui concentrées dans des villes où s'amoncellent des fourmillières de misérables seront d'essimées dans toutes les campagnes (...) du Globe »... etc...

P. KROPOTKINE, *Champs usines et ateliers ou le travail agricole combiné avec le travail industriel*, etc..., Paris, 1910.

D. CHAYANOV, célèbre économiste rural soviétique. Son « utopie » écrite en 1920 et publiée sous le pseudonyme de Ivan Kremniou : « Voyage de mon frère Alexis au pays de l'utopie paysanne. Version française récente, édition de l'Age d'Homme, Lausanne, 1976.

celle qui permet de mobiliser une expérience vécue dans une expression scientifique, selon les canons d'une recherche-action. Parcours difficile de méthode et ici rendu hasardeux par les aléas du domaine étudié, aléas parmi lesquels celui de l'induction d'une structure associative par l'introduction de technologies appropriées. C'est là un thème à l'étude (7). Son élucidation en sera longue. Mais déjà l'ouvrage d'Ali Tehami est une contribution, une étape et même un acquis sur le front de cette stratégie encore relativement, inexplorée. Elle est à sa manière un échantillon des prestations à escompter d'une « Université du travail », c'est-à-dire une université combinant un régime d'éducation permanente avec celui de créativités solidaires (8).

H. DESROCHE.

(7) Inscrit au programme d'une deuxième semaine en Université de printemps. « Structures associatives et technologies appropriées », Aix en Provence, 25-29 avril 1978.

(8) Cf. H.D. *Apprentissage II. Education permanente et créativités solidaires. Lettres ouvertes sur une utopie d'université hors les murs*, Paris, éd. ouvrières, 1978, 300 p.

BIBLIOTHEQUE DU CERIST

INTRODUCTION

L'adjonction d'une technologie légère dans la stratégie de développement algérien est perçue non seulement comme une nécessité économique, mais comme un choix politique pour parvenir à rompre le dualisme séculaire entre villes et campagnes. Aussi le but que s'assigne notre travail est d'interpréter les motivations de cette nécessité qui constitue un problème économique d'actualité voire un centre d'intérêt croissant de la théorie économique classique.

Pour l'Algérie qui édifie une économie socialiste et indépendante, la portée de cette technologie est d'une signification profonde à bien des égards.

D'une part en tant que facteur de la croissance accélérée, cette technologie induit un réseau de flux économique de plus en plus dense et diversifié aboutissant ainsi à la confection d'un véritable tissu économique.

D'autre part, sa fonction génératrice de l'emploi du surplus de la main d'œuvre généralement non qualifiée donc de la valorisation du travail vivant, lui confère un rôle concret et décisif dans la construction des bases matérielles du socialisme. Parce qu'elle fait pénétrer une conception prolétarienne dans le monde rural, les travailleurs prendront inévitablement conscience que la transformation collective de leur sort dépend d'eux-mêmes.

Dans cette optique le pouvoir politique a décidé dans le cadre du II^e Plan quadriennal 1974-1977 d'amorcer une industrie locale (1) orientée vers l'arrière pays, appuyée sur les unités politiques décentralisées, en l'occurrence la commune et la wilaya.

L'objectif de cette politique vise à mettre en place le chaînon d'une industrialisation réelle devant se matérialiser par le déplacement d'une filière d'entreprises industrielles de petites et moyennes dimensions près des sources de l'exode. Il s'agit par ce biais de favoriser l'utilisation rationnelle des ressources potentielles naturelles et humaines, de diffuser le progrès dans les régions déshéritées. L'implantation de l'industrie locale dans les campagnes accroît le niveau technique de l'agriculture, engendre des formes de vie moderne et rend progressivement sans objet l'émigration.

(1) Industrie locale : petites et moyennes activités industrielles, d'artisanat de production, de service, de tourisme d'intérêt local ou régional s'appuyant sur les collectivités locales décentralisées : la commune ou la wilaya.

De même qu'elle diminue l'importation par la production de substitution, les nuisances de la pollution des villes engorgées d'activités. Sa vitalité prouvée à travers le monde, ses capacités de se développer par ses propres moyens (auto-financement, auto-équipement) exercent une pression sur les prix des produits. Ce qui est frappant : ce n'est pas la multiplicité de ses activités, mais la facilité de contrôle et de maîtrise de ces unités par les travailleurs reposant sur l'initiative collective.

S'agissant d'une gestion simple dans un contexte décentralisé l'encadrement ne réclame pas des éléments d'un niveau supérieur de connaissances, mais permet l'exercice des responsabilités de la base.

Les pays hautement industrialisés en général et particulièrement les pays capitalistes traversent actuellement une crise aiguë de la croissance issue de leur conception inhérente au système basé sur des inégalités verticales et horizontales. Le problème de l'industrie locale doit être un élément d'une solution des problèmes de ces inégalités. Les pays sous-développés pourraient ainsi éviter les contraintes de cette distorsion. Ces pays doivent tenir compte du processus de formation des économies développées afin d'épargner les graves crises économiques actuelles qui sont en partie liées à la mauvaise répartition géographique des activités économiques et des produits de la croissance.

Les économies d'échelle dans leur processus de développement relèguent inévitablement les conditions de survie de l'homme au second rang.

Sur le plan psychique et psychologique, l'homme est sujet au désarroi et à l'angoisse. Il est privé de la possibilité de comprendre le milieu dans lequel il vit si ce n'est pour l'utiliser. Il est réprimé dans ses énergies et par conséquent dans ses facultés d'imagination qui sont réduites. Il est deshumanisé. Dans le pôle de développement il y a inégalité entre classes sociales, par contre dans l'arrière pays subsiste un écart considérable dans le développement économique. L'inégalité de développement peut être étayée par de nombreux exemples tels que les grèves permanentes en France ou les luttes parfois violentes pour l'autonomie de développement des régions, le conflit de l'Irlande dans le cas de l'Angleterre etc... Aussi, les économistes de ces pays sans distinction de leurs idéologies s'accordent de réviser leur conception de développement et suggèrent à leur gouvernement d'envisager une politique de décentralisation de l'industrie locale à l'échelle véritablement nationale afin de limiter le gigantisme des villes.

En ce qui nous concerne, l'Algérie et les pays en voie de développement en général, nous dirons que les conditions dans lesquelles sont acquises actuellement les compétences industrielles constituent en réalité autant de dangers que d'avantages.

Les planificateurs, les politiciens et la population de nos pays éprouvent parfois un sentiment de fierté devant de vastes et coûteuses réalisations considérées comme synonyme de développement économique

moderne. Cependant la nature et la dynamique de transfert de la technologie ne peuvent exercer réellement qu'une influence minime sur les rapports de production et le degré du développement. Dans l'esprit de bien de leurs admirateurs fervents, ces réalisations grandioses doivent aboutir à concilier l'accroissement de la production et la résorption du chômage : au lieu de cela, l'on assiste au gaspillage, à la lenteur, au gonflement des structures et les privilèges de l'appareil promoteur et de gestion.

Cette tendance a été renforcée par les retombées des fluctuations des prix du pétrole à la hausse qui ont entraîné des moyens de paiements extérieurs considérables et sur une courte période. Cette heureuse conjoncture a abouti à la levée d'une contrainte majeure qui limitait jusque là les actions de développement de ces pays à savoir la contrainte financière. Les stratégies de développement qui ont été mises au point par la suite se résumaient à une démultiplication des occasions d'investissement aboutissant à la réalisation du crédit et des moyens d'accumulation sans degré élevé de cohérence.

Dans la foulée, il est évident qu'on ne ressent pas ce renchérissement des coûts, l'objectif étant d'inciter les promoteurs à réaliser des investissements sans se soucier de la rentabilité économique et financière. La ressource du pétrole constitue un moyen de développement certes, mais elle est à double tranchant : d'une part, elle permet une accumulation financière et d'autre part, elle peut parfois mener à une rupture de la volonté de développement par la création d'un certain nombre de déséquilibres sociaux. Sans trop avancer dans la problématique, l'utilisation irrationnelle de cette ressource risque de créer des goulots d'étranglement dans la consommation et la maîtrise de la technologie importée par la tendance à thésauriser la main-d'œuvre qualifiée au détriment des autres secteurs.

En Algérie, où la production de pétrole est limitée, on ne peut se permettre ces inconvénients au détriment de son développement. Le pays ne peut pas non plus renoncer aux principes de développer son économie par ses propres moyens. La nécessité de consommer, d'assimiler et de produire sa propre technologie est une exigence de la croissance économique. Aussi, pour y parvenir la solution du problème ne réside-t-elle pas dans la valorisation du travail manuel ?

Quoi qu'il en soit ces démarches globales commandent que les conditions soient réunies pour que puisse s'opérer effectivement une expansion et plus généralement un progrès économique.

Pour l'instant il ne s'agit que d'un éclairage et pour utile qu'elle soit, l'amorce de l'industrie locale doit jouer un rôle d'entraînement et de cohérence qui aura pour finalité la consolidation et la pérennité d'un développement généralisé et continu dans l'optique d'une juste répartition des résultats économiques, des populations dans l'espace.

Il est évident que dans le présent travail, des insuffisances subsistent. Elle sont dûes souvent à l'absence totale de l'information ou encore à son caractère disparate lorsqu'elle existe. Signalons aussi que le thème est beaucoup plus traité sous son aspect économique que sociologique.

Ces lacunes étant signalées, on traitera des effets de l'industrie locale dans le modèle de développement en situant ses implications et sa dimension sociale et culturelle, quantitativement et qualitativement ainsi que son impact sur les grands programmes :

- Agriculture ;
- Industrie ;
- Culture ;
- Aménagement du territoire et décentralisation.

Nous resterons dans ce cavenas avec l'espoir que cette entreprise motivera une réflexion interne pour un enjeu de développement libéré de toute forme de dépendance.

TABLE DES MATIERES

PREFACE	5
INTRODUCTION	9
1ER PARTIE — Amorce ou persistance d'une technologie légère dans la stratégie de développement algérien	13
1.1. Vers une nouvelle phase du développement Algérien	15
1.2. Requête pour une technologie légère	21
1.3. La problématique	34
1.4. Opérations et repérage en cours	43
2EME PARTIE — Etude de cas	55
2.1. Méthodologie	57
2.2. Secteur public	57
2.3. Secteur privé	65
2.4. Le secteur coopératif	71
2.5. Proposition d'un cadre structurel approprié	77
3EME PARTIE — Le secteur, ses branches, ses profils et ses horizons économiques et sociaux	83
3.1. Le secteur et ses branches	85
3.2. Ses profils sociaux	105
3.3. L'impact de l'industrie locale sur l'économie globale	113
3.4. L'impact de l'industrie locale sur les grands programmes	115
CONCLUSION	125

<i>BIBLIOGRAPHIE</i> :	129
ANNEXE 1 :	
Récapitulation de l'investissement dans le secteur pour la période 1967-1973	134
Branche - petite et moyenne industrie, construction mécanique, métallique, et électrique	139
ANNEXE 2	143
ANNEXE 3 :	
Extrait du 2ème Plan Quadriennal 1974-1977 sur la promotion des activités industrielles locales	154
ANNEXE 4	156
I. — <i>INTRODUCTION</i>	156
II. — <i>RAPPEL DES ORIENTATIONS POUR L'INDUSTRIE LOCALE</i>	156
2.1. Les programmes d'investissement concernés	157
2.2. Les promoteurs concernés	159
III. — <i>CONTENU DES PROGRAMMES TYPE ET PROJETS</i> ...	159
3.1. BRIQUETERIE	160
3.2. Tuilerie	160
3.3. Carreaux de ciment granito	160
3.4. Carrière agrégats, pierre ou sable	160
3.5. Unités agglomérées et éléments béton ..	161
3.6. Platrière	161
3.7. Unité chaux	161
3.8. Unité gypse	161
3.9. Unité petite charpente et menuiserie métallique ..	161
3.10. Unité de quincaillerie	161
3.11. Chaudronnerie - tolerie soudure	162
3.12. Petite forge et estampage	162
3.13. Petite fonderie de fonte ou non ferreux	162
3.14. Articles métalliques divers	162

3.15. Petite sous-traitance	162
3.16. Mécanique générale	162
3.17. Menuiserie générale	163
3.18. Unités mobilier collectivité et scolaire	163
3.19. Unités de petits articles en bois	163
3.20. Imprimeries locales	163
3.21. Unités d'industries alimentaires	163
3.22. Unités textiles	163
3.23. Unités de chimie légère	163
3.24. Artisanat traditionnel	163
3.25. Artisanat de service - industriel	164
3.26. Unité de tourisme local	164
3.27. Projets initiés par d'autres promoteurs que les collectivités locales	164
3.28. Programme 1974-1977 d'études	165
IV. - PROGRAMME DE CHAQUE PROMOTEUR	165
V. - MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	165
VI. - COMPTE RENDU D'EXECUTION DES INVESTISSEMENTS ET PREVISIONS	166
ANNEXE 5	167
ANNEXE 6	169